

S.A. LeGuide.com

Société Anonyme au capital de 1 808 144 €

Siège social : 12, rue Godot de Mauroy 75 009 Paris

RCS Paris 425 085 875

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés résumés

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

S.A. LeGuide.com
*Comptes intermédiaires
consolidés résumés*
*Période du 1^{er} janvier au
30 juin 2014*

**Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les
comptes intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2014**

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société LeGuide.com et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés résumés de la société LeGuide.com relatif à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires consolidés résumés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires consolidés résumés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

S.A. LeGuide.com
*Comptes intermédiaires
consolidés résumés*
*Période du 1^{er} janvier au
30 juin 2014*

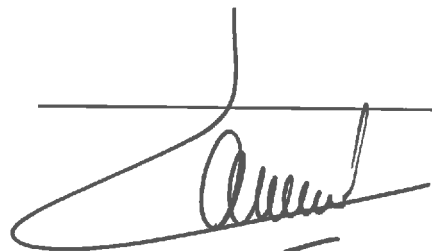
Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, le fait que les comptes intermédiaires consolidés résumés présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 30 juin 2014 ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6.2 de l'annexe qui précise que la valeur des écarts d'acquisition, à l'instar du 31 décembre 2013, repose notamment sur le rétablissement d'un environnement concurrentiel équilibré.

Fait à Courbevoie et à Angers, le 30 juillet 2014

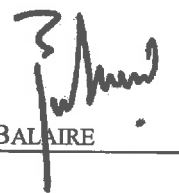
Les commissaires aux comptes

B E C O U Z E



ISABELLE FAUCHER

M A Z A R S



BRUNO BALTAIRE

Bilan

ACTIF (en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc 13	PASSIF (en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc 13
ACTIF NON COURANT			CAPITAUX PROPRES		
Immobilisations incorporelles	462	476	Capital social	1 808	1 790
Ecart d'acquisition	16 103	16 103	Primes et réserves	44 459	40 905
Immobilisations corporelles	1 404	1 551	Résultat de la période - part du groupe	1 230	3 318
Titres mis en équivalence	-	-	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère du groupe	47 498	46 012
Autres actifs non courants	232	266	Intérêts des minoritaires	-	-
Impôts différés Actifs	397	561			
TOTAL ACTIF NON COURANT	18 599	18 957	CAPITAUX PROPRES	47 498	46 012
			Provisions pour retraite et obligations assimilées	41	35
ACTIF COURANT			Provisions pour risques et charges non courantes	50	65
Stocks et en-cours	-	-	Dettes financières non courantes	-	-
Créances clients & comptes rattachés	7 307	8 791	Autres passifs non courants	76	13
Autres actifs courants	1 491	4 499	PASSIFS NON COURANTS	167	113
Placements de trésorerie	4 241	6 433	Provisions pour risques et charges courantes	193	66
Trésorerie	24 811	20 273	Dettes financières courantes	24	30
TOTAL ACTIF COURANT	37 850	39 996	Fournisseurs & comptes rattachés	5 475	7 016
			Autres passifs courants	3 092	5 716
ACTIFS DESTINES A LA VENTE			PASSIFS COURANTS	8 784	12 828
-			PASSIFS DESTINES A LA VENTE		
-					
TOTAL DE L'ACTIF	56 448	58 953	TOTAL DU PASSIF	56 448	58 953

Compte de Résultat

En milliers d'euros	S1 2014 (6 mois)	Année 2013 (12 mois)	S1 2013 (6 mois)
Chiffre d'affaires	21 228	45 608	24 382
Produits annexes	74	229	141
Produits des activités ordinaires	21 302	45 837	24 523
Achats et charges externes	(12 229)	(25 738)	(12 402)
Production immobilisée	0	0	0
Charges de personnel	(5 460)	(12 046)	(6 111)
Impôts et taxes	(224)	(513)	(265)
Amortissements des immobilisations	(459)	(962)	(403)
Autres charges des activités	(872)	(589)	(164)
Autres produits des activités	235	251	109
Résultat des opérations	2 293	6 240	5 288
Frais liés aux acquisitions	0	0	0
Charges de restructuration	26	(1 008)	(82)
Plus et moins-values de cessions d'actifs	0	0	-
Pertes de valeurs sur écarts d'acquisition et immobilisations	0	0	-
Résultat avant charges financières et impôts	2 319	5 232	5 206
Produits financiers	195	333	136
Charges financières	0	(92)	(43)
Résultat financier	195	241	93
Résultat avant impôts	2 514	5 473	5 298
Charges d'impôts	(1 283)	(2 155)	(1 810)
Résultat net consolidé	1 230	3 318	3 488
Dont part attribuable :			
Aux propriétaires de la société mère du groupe	1 230	3 318	3 488
Aux intérêts minoritaires	-	-	-
Résultat - part du groupe	1 230	3 318	3 488
Résultat par action (part du groupe)	0,34 €	0,93 €	0,98 €
Résultat dilué par action (part du groupe)	0,34 €	0,90 €	0,94 €

Tableau de Flux de Trésorerie

PERIODE	Situation 2014 (6 mois)	Année 2013 (12 mois)	Situation 2013 (6 mois)
ACTIVITE			
Résultat net des sociétés intégrées	1 230	3 318	3 488
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>			
- Eléments non liés à l'activité	0	0	0
- Amortissements et provisions (1)	576	378	90
- Variation des impôts différés ou calculés	228	(118)	139
- Plus ou moins-values de cession	0	44	3,33
- Résultat lié aux paiements en action	102	697	333
Marge brute d'autofinancement	2 136	4 319	4 054
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-	-
- Variation des créances d'exploitation	4 490	(43)	2 228
- Variation des dettes d'exploitation	(4 205)	(230)	(3 292)
Impact de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	285	(272)	(1 064)
Flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	2 421	4 047	2 990
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Cessions d'immobilisations incorporelles	-	-	-
Cessions d'immobilisations corporelles	-	1	-
Cessions / réductions d'immobilisations financières	34	45	-
Acquisitions / production d'immobilisations incorporelles	(141)	(71)	(5)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(158)	(906)	(410)
Acquisitions d'immobilisations financières	(0)	(131)	(120)
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations	-	-	110
Variations de périmètre	-	-	0
Variations des dettes (hors frais) consenties sur variations de périmètre	-	-	-
Investissements non financiers	(265)	(1 063)	(425)
Intérêts / Produits financiers	-	-	-
Flux de trésorerie liés aux investissements	(265)	(1 063)	(425)

OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations de capital en numéraire (nettes)	172	371	173
Rachat net d'actions propres	(20)	(9)	(9)
Distributions de dividendes (société mère)	-	-	-
Augmentation des dettes financières (nettes de frais d'emprunt)	9	7	-
Remboursement des dettes financières	0	(1 333)	(667)
Flux de trésorerie liés au financement	161	(965)	(502)
FLUX DE TRESORERIE	2 317	2 019	2 063

Trésorerie d'ouverture	26 701	24 670	24 670
Incidence des variations de cours de devises	33	12	(11)
Trésorerie de clôture	29 051	26 701	26 722

Valeurs mobilières de placement	4 241	6 433	10 857
Disponibilités	24 811	20 273	15 865
Soldes créditeurs de banque	0	(5)	0
Trésorerie de clôture	29 051	26 701	26 722

(1) à l'exclusion des provisions sur actif circulant

Variation des Capitaux Propres

En milliers d'euros	Capital	Primes	Réserves	Rés. consolidé de l'ex.	Ecart de conversion	Total capitaux propres
Situation clôture au 31/12/2012	1 779	18 857	16 433	4 567	-	41 637
- Résultat consolidé de la période	-	-	-	3 318	-	3 318
- Autres éléments du résultat global : actions propres	-	-	(9)	-	-	(9)
<i>Résultat global</i>	-	-	(9)	3 318	-	3 308
Mouvements						
- Augmentations de capital social	11	360	-	-	-	371
- Avantages au personnel	-	-	697	-	-	697
- Résultat de l'exercice précédent	-	-	4 567	(4 567)	-	-
Situation clôture au 31/12/2013	1 790	19 217	21 688	3 318	-	46 012
- Résultat consolidé de la période	-	-	-	1 230	-	1 230
- Autres éléments du résultat global : actions propres	-	-	(20)	-	-	(20)
<i>Résultat global</i>	-	-	(20)	1 230	-	1 210
Mouvements						
- Augmentations de capital social	18	154	-	-	-	173
- Avantages au personnel	-	-	102	-	-	102
- Résultat de l'exercice précédent	-	-	3 318	(3 318)	-	-
Situation intermédiaire au 30/06/2014	1 808	19 372	25 087	1 230	-	47 498

NOTE 1 : PRESENTATION DE L'ACTIVITE

Le Groupe LEGUIDE.COM opère des sites Internet spécialisés dans le shopping, à savoir des annuaires du e-commerce, des moteurs de recherche dédiés au shopping, des comparateurs des guides d'achats. Il déploie et met à disposition des internautes ses techniques et solutions de recherche sur le web notamment grâce au moteur de recherche qu'il a développé ainsi que de nombreuses fonctionnalités facilitant leurs recherches. Le Groupe propose aux e-commerçants des programmes de référencement permettant d'augmenter leur visibilité et leurs ventes sur Internet.

Le réseau de la société est opérationnel dans 14 pays européens : France, Belgique, Allemagne, Autriche, Suisse, Luxembourg, Espagne, Royaume-Uni, Irlande, Pologne, Italie, Pays-Bas, Suède et Danemark.

NOTE 2 : FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Dans un contexte économique toujours difficile et marqué par la poursuite du déploiement de Google Shopping, le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 s'établit à 21,2 M€ en recul de 3,2 M€.

L'activité s'analyse comme suit : après un premier trimestre en fort repli (-2,2 M€), le second trimestre voit une amélioration avec un recul de 0,9 M€. Cette performance est liée à la bonne tenue de l'activité en France (LeGuide.com : +0,3 M€). L'activité de Ciao est en recul (-2,0 M€) mais les mesures prises ont permis d'enrayer la baisse et de stabiliser l'audience à partir du deuxième trimestre.

La baisse de l'activité a mécaniquement pesé sur les résultats au premier semestre. Avec un RESOP (résultat opérationnel) de 2,3 M€, le groupe dégage une marge d'exploitation de 11 %, en progression par rapport au second semestre 2013 (RESOP 2nd semestre 2013 : 0,9 M€, soit 4% de marge d'exploitation).

Le résultat avant impôts s'établit à 2,5 M€ et le résultat net part du groupe ressort à 1,2 M€.

Avec 47,5 M€ de capitaux propres, une trésorerie de 29,1 M€ au 30 juin 2014 et aucune dette financière, le groupe LeGuide bénéficie d'une situation financière solide.

Toujours pro actif dans la recherche d'amélioration des services apportés aux consommateurs, le groupe LeGuide a poursuivi sa politique offensive de différenciation par l'innovation :

- Le lancement de la version beta du site de social shopping blacklist.me™ beta. reçoit un bon accueil de la part de la communauté des consommateurs, blogs et sites spécialisés ;
- Un système performant d'identification des offres promotionnelles a permis une forte augmentation du trafic durant la période des soldes ;

- Le lancement de « webmarchand mobile » en France le 27 mars et en Europe le 18 juin renforce la bonne croissance de l'audience mobile.

Le groupe a également poursuivi sa stratégie de diversification de sources de trafic au travers de nouveaux partenariats et a été choisi par Yahoo! pour lui fournir ses résultats de recherche shopping pour la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie.

En outre, la procédure d'enquête de la Commission Européenne contre les abus de position dominante de Google est entrée dans une nouvelle phase avec l'envoi par les services de la Commission des lettres aux plaignants précisant notamment les mesures correctrices proposées à ce jour par Google pour rétablir un environnement concurrentiel équitable. Pour autant, le calendrier et la portée des engagements définitifs, s'ils venaient à être acceptés par la Commission, sont à ce stade incertains.

NOTE 3 : PRINCIPES GENERAUX ET DECLARATION DE CONFORMITE

Leguide.com est une entreprise domiciliée en France.

Les états financiers consolidés de Leguide.com du premier semestre 2014 comprennent la société Leguide.com et ses filiales. Ils sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la Société.

Les états financiers consolidés du premier semestre 2014 ont été arrêtés par le conseil d'administration le 29 juillet 2014.

Ils sont préparés sur la base du coût historique.

Ils sont présentés en milliers d'euros arrondis à l'entier le plus proche.

3.1 Principes généraux et déclaration de conformité

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2014 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et avec toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

Pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2014, le groupe LeGuide.com a appliqué les mêmes principes et méthodes comptables que dans ses comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 (Cf. Note 3 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2013).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

3.2 Référentiel IFRS appliqué

Les textes d'applications obligatoires dans l'Union Européenne au 1^{er} janvier 2014 sont sans impact sur les comptes du Groupe. Le Groupe n'a pas anticipé de norme et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2014.

Textes adoptés par l'Union Européenne :

- Amendement à IAS 1 – Présentation des OCI – autres éléments du résultat global (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- Amendement à IAS 19 – Avantages au personnel (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- Normes sur la consolidation (IFRS 10 – Etats financiers consolidés, IFRS 11 – Partenariats, IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités) ainsi que les amendements d'IAS 27 et IAS 28 en découlant (applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- Norme IFRS 13 – Evaluation à la juste valeur (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- Amendement à IFRS 1 – Hyperinflation sévère et suppression des dates fixes pour les premiers adoptants (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- Amendement à IFRS 1 - Prêts publics (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- Amendement à IAS 12 – Impôt sur le résultat, recouvrement des actifs sous-jacent (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) ;
- Amendement à IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers ;
- Amendement à IFRS 7 – Informations à fournir au titre des compensations d'actifs et de passifs financiers.
- Améliorations annuelles 2009-2011
- Sociétés d'investissement (amendements IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27).
- Amendements IAS36 – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers
- Amendements IAS39 – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture

Textes non encore adoptés par l'Union Européenne :

- Norme IFRS 9 – Instruments financiers : classement et évaluation des actifs et passifs ;

Impact des textes non appliqués par anticipation

Le Groupe n'anticipe pas d'impact significatif sur ses comptes qui serait lié à l'application de ces nouveaux textes.

3.3 Principales estimations et jugements du management

La préparation de comptes consolidés conformes aux principes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs

et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période de changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

3.4 Format de présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le Groupe Leguide.com utilise les formats des documents de synthèse (bilan, compte de résultat, état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, tableau de variation des capitaux propres, tableau des flux de trésorerie) préconisés par la recommandation CNC n°2009-R.03.

NOTE 4 : METHODES COMPTABLES

Note 4.1 Description des états financiers

Les actifs courants sont principalement constitués par :

- les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ;
- la trésorerie et les équivalents de trésorerie ;
- les actifs détenus essentiellement en vue d'être négociés.

Tous les autres actifs sont non courants.

Les actifs financiers comprennent des dépôts de garantie et des disponibilités inscrites au contrat de liquidité souscrit par la société.

Les passifs courants sont constitués principalement par :

- les passifs destinés à être réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation du Groupe ;
- les passifs destinés à être réglés dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Les autres passifs sont non courants.

Détermination du résultat opérationnel courant

Le compte de résultat est présenté par nature de charges.

Le résultat opérationnel contient tous les éléments d'opérations courantes. Sont exclus les produits et charges qui présentent un caractère inhabituel ou rare dans leur survenance, à savoir :

- les pertes de valeur d'écarts d'acquisition et d'immobilisations constatées dans le cadre des tests de dépréciation selon IAS 36,
- les charges et produits qui résulteraient d'un litige d'un montant significatif, d'opérations de déploiement ou de capital majeures (frais d'acquisition et/ou d'intégration d'une nouvelle activité...),
- les plus-values ou moins-values de cessions,
- le cas échéant, les charges de restructuration ou liées à des mesures d'adaptation des effectifs de montants significatifs, concernant des événements ou des décisions d'envergure.

Note 4.2 Méthode de consolidation

Une filiale est une entité contrôlée par la Société. Le contrôle existe lorsque la Société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

La méthode de l'intégration globale est appliquée à l'ensemble des filiales de Leguide.com.

Les soldes bilanciers, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint sont éliminés à concurrence des parts d'intérêts du Groupe dans l'entité.

Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Note 4.3 Regroupement d'entreprises

Lors de la transition aux IFRS, le Groupe Leguide.com a opté pour l'option d'IFRS 1 prévoyant le maintien des traitements appliqués aux regroupements d'entreprises sous les référentiels comptables précédents.

A chaque prise de contrôle d'une société ou d'un groupe de sociétés, le Groupe procède à l'identification et à l'évaluation à la juste valeur de l'ensemble des actifs et passifs acquis. La différence entre la contrepartie transférée (coût d'acquisition) et la juste valeur des

actifs identifiables acquis, nets des passifs et passifs éventuels assumés, est comptabilisée en goodwill.

Conformément à IFRS 3 révisée :

- les frais de transactions sont comptabilisés immédiatement en charges lorsqu'ils sont encourus ;
- le Groupe analyse l'opportunité d'opter pour la comptabilisation d'un goodwill « complet » ou « partiel » :
 - la méthode du goodwill complet consiste à évaluer les intérêts minoritaires à la juste valeur et à leur attribuer une partie du goodwill dégagé lors de l'acquisition ;
 - la méthode du goodwill partiel consiste à évaluer les intérêts minoritaires pour un montant correspondant à leur quote-part dans l'actif net de la société acquise, aucun goodwill ne leur est attribué ;
- tout ajustement de prix potentiel est estimé à sa juste valeur à la date d'acquisition:
 - Si l'ajustement est comptabilisé selon IAS 39, il donnera lieu à la comptabilisation d'un actif ou d'un passif, dont les variations ultérieures de juste valeur seront comptabilisées en résultat ou en résultat global, selon les normes applicables. L'évaluation initiale ne peut être ajustée ultérieurement en contrepartie du goodwill qu'en cas de nouvelles informations liées à des faits et circonstances existant à la date d'acquisition et dans la mesure où cette évaluation intervient lors de la période intercalaire (12 mois). Tout ajustement de la dette financière comptabilisée au titre d'un complément de prix postérieur à la période intercalaire ou ne répondant pas à ces critères, est comptabilisé en contrepartie du résultat global du Groupe ;
 - Si l'ajustement est comptabilisé en capitaux propres, il ne sera pas réévalué ;
- le goodwill négatif éventuellement dégagé lors de l'acquisition est immédiatement comptabilisé en produit ;
- toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction entre actionnaires et est comptabilisée selon IAS 27 amendée directement en capitaux propres.

Conformément aux normes IFRS 3R et IAS 36, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation annuels, ainsi que ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

Note 4.4 Immobilisations incorporelles

Autres immobilisations incorporelles (IAS 38). - Les autres immobilisations incorporelles comprennent les brevets, les marques, les logiciels et les frais de développement.

Les brevets et les logiciels acquis sont amortis sur leur durée d'utilisation estimée. Les logiciels acquis sont habituellement amortis sur une période maximale de trois ans en mode linéaire.

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement qui remplissent les critères d'inscription à l'actif de la norme IAS 38 sont inclus dans les immobilisations incorporelles.

Note 4.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations figurent au bilan pour leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs.

La valeur des immobilisations ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction des composants et de leurs durées d'utilité effectives.

- Agencements et installations : 5 à 10 ans (L)
- Matériels de bureau : 3 à 5 ans (L)
- Mobilier de bureau : 5 à 10 ans (L)

Note 4.6 Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles

Dépréciation des actifs (IAS 36). - Le groupe réalise régulièrement des tests de valeur de ses actifs : immobilisations corporelles, écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur juste valeur nette des frais de cession et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les immobilisations corporelles, ce test de valeur est réalisé lorsqu'il existe des indices internes ou externes de perte de valeur.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, un test de valeur est systématiquement effectué chaque année calendaire ainsi qu'en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

Ces tests sont basés sur une méthode DCF (Discounted Cash Flow).

Dans le cas où le test de valeur annuel révèle une juste valeur inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée pour ramener la valeur comptable de l'immobilisation ou de l'écart d'acquisition à sa juste valeur.

Compte tenu de leur valeur d'utilité, la direction estime qu'il n'existe aucun changement raisonnablement possible d'une hypothèse clé qui pourrait conduire à ce que la valeur comptable de l'immobilisation ou de l'écart d'acquisition excède sa valeur recouvrable.

Lorsque des éléments internes ou externes démontrent que la perte de valeur d'une immobilisation incorporelle (hors écarts d'acquisition) ou corporelle n'est plus justifiée et que la valeur recouvrable excède la valeur comptable de l'actif, les éventuelles pertes de valeur constatées lors d'exercices précédents sont reprises en résultat.

Les pertes de valeur constatées sur les écarts d'acquisition ne sont jamais reprises en résultat.

Note 4.7 Créances d'exploitation

Les créances d'exploitation comprennent principalement des créances clients qui correspondent à la juste valeur de la contrepartie à recevoir, diminuée du montant des pertes de valeur liées au risque de non recouvrabilité partielle ou totale de la créance.

Les créances présentant un risque potentiel ou un retard anormal dans le recouvrement font l'objet d'une dépréciation en fonction de l'ancienneté, la nature et le niveau du risque identifié (litige déclaré ou absence d'indice positif de recouvrement).

Note 4.8 Placement à court terme

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de comptes de caisse, de comptes bancaires, de comptes à terme et de valeurs mobilières de placement cessibles à très court terme et dont les sous-jacents ne présentent pas de risques de fluctuations significatifs.

Les VMP sont considérées par le Groupe comme des placements à court terme et sont classées en tant que placements détenus à des fins de transaction. Ils sont donc reconnus au bilan à leur juste valeur à la date d'établissement des comptes. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat.

Note 4.9 Actions propres

Lorsque le groupe rachète ses propres actions, le montant de la contrepartie payée, y compris les coûts directement attribuables, est comptabilisé en variation des capitaux propres.

En cas de vente, le montant de la plus-value est comptabilisé en variation des capitaux propres.

Note 4.10 Actions gratuites, BSPCE et options accordés au personnel

Des actions gratuites, options et bons de souscription d'actions sont accordés aux dirigeants et à certains salariés du groupe.

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », la juste valeur des options attribuées est évaluée à la date d'attribution et est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation de capitaux propres, sur la période pendant laquelle les salariés acquièrent leurs droits.

Le groupe utilise pour les valoriser la méthode de Monte Carlo. Les modifications des conditions de marché postérieures à la date d'attribution sont sans incidence sur cette évaluation initiale. Ces attributions sont rémunérées en actions exclusivement.

Pour le Groupe Leguide.com, IFRS 2 s'applique à compter de l'attribution de Bons de Souscription de Part de Créateur d'Entreprise le 25 septembre 2008, les plans antérieurs n'entrant pas dans le champ de première application de la norme.

Note 4.11 Provisions

Provisions pour risques et charges (IAS 37). - Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, alors il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

En application de la norme IAS 37, lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs.

Note 4.12 Engagements vis-à-vis du personnel

Les engagements vis-à-vis du personnel comprennent les sommes qui seront versées aux employés à compter de leur départ à la retraite (indemnité de départ, retraite complémentaire, aide médicale).

4.12.1 Régimes à cotisations définies

Des paiements sont effectués par le Groupe auprès d'un tiers (par exemple, un fonds de pension) qui libèrent le Groupe de toute obligation ultérieure, l'organisme tiers se chargeant de verser au salarié les montants de prestations qui lui sont dus. De ce fait, une fois les cotisations payées, aucun passif ne figure dans les comptes du Groupe à l'exception de la charge des cotisations payées aux organismes.

4.12.2 Régimes à prestations définies

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués suivant la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Le Groupe a choisi d'appliquer à partir du 1^{er} janvier 2013 l'option offerte par la norme IAS 19 révisée qui permet de comptabiliser directement en capitaux propres les gains et pertes actuariels nés des changements d'hypothèses intervenus dans le calcul des engagements.

Note 4.13 Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires

Comptabilisation du chiffre d'affaires (IAS 18). - Le chiffre d'affaires provenant de la vente de marchandises ou de services est comptabilisé net des remises et des avantages commerciaux consentis et des taxes sur vente, dès lors que le service a été rendu.

Les ressources du Groupe proviennent essentiellement de contrats de prestations consistant en la livraison de trafic qualifié (appelé clics). Ces prestations sont majoritairement facturées mensuellement.

Les prestations sont reconnues en chiffre d'affaires au moment de leur réalisation effective c'est-à-dire au moment des livraisons de clics.

Note 4.14 Contrat de location simple

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Note 4.15 Conversion des opérations réalisées en devises

Au bilan, les dettes et créances libellées en devises étrangères sont converties en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change en résultant sont enregistrées en résultat.

Les factures libellées en dollars qui font l'objet d'une couverture sont enregistrées au cours de couverture négocié. Une couverture de change est mise en place afin de faire face aux variations de change.

Note 4.16 Résultat financier

Résultat financier (IAS 16 et 23). - Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier brut, les produits de trésorerie et les autres charges et produits financiers.

Toutes les charges d'intérêts sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. En application des normes IAS 16 et IAS 23, les intérêts des emprunts affectés à la construction et à l'acquisition des actifs corporels sont comptabilisés en charges financières et ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Note 4.17 Impôts sur les résultats

Impôts sur les résultats (IAS 12) – Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs non courants et les passifs non courants.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable à partir des différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs figurant au bilan. Les taux d'impôt applicables pour les périodes futures sont retenus pour déterminer les montants d'impôts différés à la clôture.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que les résultats fiscaux futurs permettront leur imputation.

Les impôts différés actifs dont la recouvrabilité n'est pas jugée probable font l'objet d'une dépréciation.

Les impôts différés sont comptabilisés en charges ou en profits dans le compte de résultat sauf lorsqu'ils sont engendrés par des éléments imputés directement en capitaux

propres. Dans ce cas, les impôts différés sont également imputés sur les capitaux propres.

L'impôt sur les sociétés est comptabilisé suivant la méthode de l'impôt exigible.

Note 4.18 Résultat par action

Résultat par action (IAS 33). - Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le groupe.

Le résultat dilué par action est calculé en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs existants et la valeur des biens ou services à recevoir au titre de ces bons.

Note 4.19 Flux de trésorerie

Tableau des flux de trésorerie (IAS 7). - La marge brute d'autofinancement figurant au tableau des flux de trésorerie consolidée correspond à la trésorerie nette dégagée par les activités opérationnelles à l'exclusion de celle provenant des variations du besoin en fonds de roulement.

Note 4.20 Information sectorielle

La norme IFRS 8 - *Secteurs opérationnels* requiert la présentation de données relatives aux secteurs opérationnels du Groupe extraites du reporting interne et utilisées par la Direction dans ses décisions d'investissement et d'évaluation de la performance.

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits ou de services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différente des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

Toutes les activités du groupe (comparaison de prix et activités annexes non significatives) sont basées sur le même produit (revenu au clic) et la même technologie. Ces activités ciblent la même catégorie de clientèle (les e-commerçants).

Les méthodes de commercialisation, d'implémentation de la technologie et de fournitures de services sont également homogènes au sein du Groupe.

En conséquence, l'organisation interne et de gestion du Groupe, ainsi que son système d'information financière, reposent sur une approche globale et intégrée des activités du Groupe et un seul secteur opérationnel est identifié: le Groupe dans son ensemble.

Les outils de gestion interne sont également mono-secteur, les coûts étant appréhendés de manière globale et le chiffre d'affaires étant décomposé entre les revenus des clics et les produits annexes non significatifs.

NOTE 5 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION**Note 5.1 Liste des sociétés du périmètre de consolidation**

La liste des sociétés consolidées est la suivante :

Société mère :**LEGUIDE.COM**

12 rue Godot de Mauroy

75009 PARIS

Capital social : 1 808 144 €

N°Siren : 425 085 875

Filiale française :**GOOSTER**

12, rue Godot de Mauroy

75009 PARIS

Capital social : 1 000 €

N° Siren : 450 888 433

Pourcentage d'intérêts : 100 %

Méthode : Intégration globale

Entrée : 1^{er} juillet 2005

Filiales allemandes :**dooyoo GmbH**

Ritterstraße 11, D 10969 Berlin (Allemagne)

Capital social : 100 000 €

N° immat. : HRB 72694

Pourcentage d'intérêts : 100 %

Méthode : Intégration globale

Entrée : le 30 juin 2008

Shopping Guide GmbH

Leopoldstraße 236 D-80807 Munich
(Allemagne)

Capital social : 2 025 000 €

N° immat : HRB 195968

Pourcentage d'intérêts : 100%

Méthode : Intégration globale

Entrée : le 16 mars 2012

Filiales détenues par dooyoo GmbH**Filiale britannique :****dooyoo.co.uk Ltd**

PO Box 52300

SW2 4ZW London (Angleterre)

Capital social : 1 020 £

N° immat. : 03949052

Pourcentage d'intérêts : 100 %

Méthode : Intégration globale

Entrée : le 30 juin 2008

Filiale italienne :

dooyoo.it SRL

Rome (Italie)

Capital social : 10 400 €

Pourcentage d'intérêts : 100 %

Méthode : Intégration globale

Entrée : le 30 juin 2008

Au 30 juin 2014, aucune société dans laquelle l'entité consolidante LEGUIDE.COM détient des titres n'est exclue du périmètre de consolidation.

NOTE 6 : NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Note 6.1 Immobilisations incorporelles = 462 K€

Les variations 2014 des valeurs brutes s'analysent comme suit:

En milliers d'euros	01/01/2014	Augmentation	Diminution	30/06/2014
Marques/noms	42	-	-	42
Logiciels	3 071	141	27	3 185
Sites	157	-	-	157
Logiciels en-cours de dévt	-	-	-	-
TOTAL	3 269	141	27	3 385

Les variations des amortissements et dépréciations s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	01/01/2014	Augmentation	Diminution	30/06/2014
Marques/noms	-	-	-	-
Logiciels	2 636	155	27	2 767
Sites	157	-	-	157
TOTAL	2 793	155	27	2 924

Les variations 2013 des valeurs brutes s'analysent comme suit:

En milliers d'euros	01/01/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2013
Marques/noms	31	11	-	42
Logiciels	2 929	175	33	3 071
Sites	157	-	-	157
Logiciels en-cours de dévt	115	-	115	-
TOTAL	3 231	186	148	3 269

Les variations des amortissements et dépréciations s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	01/01/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2013
Marques/noms	-	-	-	-
Logiciels	2 277	391	33	2 636
Sites	157	-	-	157
TOTAL	2 434	391	33	2 793

Note 6.2 Ecart d'acquisition = 16 103 K€

Le tableau ci-après (en K€) détaille les principaux éléments de détermination des écarts d'acquisition constatés à l'occasion des entrées de périmètre.

Les variations des valeurs brutes de ce poste s'analysent comme suit:

En milliers d'euros	01/01/2014	Augmentation	Diminution	30/06/2014
Ecart d'acquisition Gooster	99	-	-	99
Ecart d'acquisition Dooyoo	12 615	-	-	12 615
Ecart d'acquisition CIAO	13 523	-	-	13 523
TOTAL	26 237	-	-	26 237

Les variations des dépréciations s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	01/01/2014	Augmentation	Diminution	30/06/2014
Ecart d'acquisition Gooster	99	-	-	99
Ecart d'acquisition Dooyoo	10 034	-	-	10 034
Ecart d'acquisition CIAO	-	-	-	-
TOTAL	10 134	-	-	10 134

Au 30 juin 2014, le Groupe a procédé à des tests de dépréciation d'actifs, lorsque des indices de pertes de valeurs ont été identifiés. Ils n'ont pas entraîné de dépréciation des écarts d'acquisition.

L'exposition grandissante des offres de Google Shopping sur les pages du moteur de recherche générale Google entraîne une baisse significative de trafic pour l'ensemble des comparateurs concurrents, dont les sites de LeGuide.com. A la suite de plusieurs plaintes émanant de divers acteurs du secteur, une enquête sur cette problématique ainsi que certaines autres pratiques de Google est diligentée par la Commission européenne, qui discute actuellement avec le moteur de recherche et les parties prenantes de possibles engagements comportementaux de Google en vue d'une clôture rapide de la procédure. Le budget plan prévisionnel établi à fin 2013 par le groupe Le Guide tablait sur une décision de la Commission conduisant, au travers d'une issue négociée avec Google, au rétablissement d'un environnement concurrentiel équilibré. Au 30 juin 2014, l'enquête poursuit son cours ce qui conduit le groupe à maintenir, à cette date, les hypothèses sur lesquelles reposent les flux prévisionnels contenus dans le budget plan de sa filiale.

Les variations 2013 des valeurs brutes de ce poste s'analysent comme suit:

En milliers d'euros	01/01/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2013
Ecart d'acquisition Gooster	99	-	-	99
Ecart d'acquisition Dooyoo	12 615	-	-	12 615
Ecart d'acquisition CIAO	13 523	-	-	13 523
TOTAL	26 237	-	-	26 237

Les variations 2013 des dépréciations s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	01/01/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2013
Ecart d'acquisition Gooster	99		-	99
Ecart d'acquisition Dooyoo	10 034	-	-	10 034
Ecart d'acquisition CIAO	-	-	-	-
TOTAL	10 134	-	-	10 134

Note 6.3 Immobilisations corporelles = 1 404 K€

Les variations 2014 des valeurs brutes s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	01/01/2014	Augmentation	Diminution	30/06/2014
Aménagements des constructions	10	-	-	10
Aménagements et installations	242	-	-	242
Matériels et mobiliers de bureau	2 795	158	-	2 953
Avances versées	-	-	-	-
TOTAL	3 047	158	-	3 205

Les variations des amortissements s'analysent comme suit:

En milliers d'euros	01/01/2014	Augmentation	Diminution	30/06/2014
Aménagements des constructions	1	3	-	4
Aménagements et installations	16	17	-	34
Matériels et mobiliers de bureau	1 478	285	-	1 763
TOTAL	1 496	305	-	1 801

Les variations 2013 des valeurs brutes s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	01/01/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2013
Aménagements des constructions	40	10	40	10
Aménagements et installations	51	242	51	242
Matériels et mobiliers de bureau	1 681	1 341	227	2 795
Avances versées	676	365	1 041	-
TOTAL	2 448	1 958	1 359	3 047

Les variations 2013 des amortissements s'analysent comme suit:

En milliers d'euros	01/01/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2013
Aménagements des constructions	40	1	40	1
Aménagements et installations	37	30	50	16
Matériels et mobiliers de bureau	1 104	556	182	1 478
TOTAL	1 181	587	272	1 496

Note 6.4 Autres actifs non courants = 232 K€

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	01/01/2014	Augmentation	Diminution	30/06/2014
Autres titres immobilisés	1			1
Autres immobilisations financières(1)	265		34	231
TOTAL	266	-	34	232

(1) Dont 88 K€ de disponibilités détenues au titre d'un contrat de liquidité souscrit par la société mère

Note 6.5 Impôts différés actifs = 397 K€

En milliers d'euros	30 juin 2014	- 1 an	+ 1 an - 5 ans	31 décembre 2013
LEGUIDE.COM SA	9	-	9	7
dooyoo.co.uk	64	19	45	64
Shopping Guide	324	36	288	490
TOTAL	397	55	342	561

Les impôts différés de Shopping Guide GmbH sont principalement liés aux frais d'acquisition constatés en charge l'année de l'acquisition conformément à IFRS 3R, alors qu'ils sont amortis fiscalement sur 15 ans en Allemagne.

Les impôts différés actifs constatés sur dooyoo.co.uk correspondent à des déficits fiscaux reportés en avant dont l'imputation sur les résultats futurs des deux ou trois prochains exercices apparaît probable.

La société dooyoo.it est également titulaire de déficits fiscaux mais, compte tenu du caractère récent de la reprise d'activité au sein de cette entité, leur utilisation n'apparaît pas probable à ce stade.

Note 6.6 Créances clients = 7 307 K€

Créances clients et comptes rattachés (K€)	30/06/2014	31/12/2013
Clients / Clients factures à établir	8 439	9 736
Clients – Créances douteuses et litigieuses	1 227	1 701
Dép. pour créances douteuses et litigieuses	(1 128)	(1 515)
Dép. / incertitudes de recouvrement clients (1)	(1 231)	(1 131)
TOTAL	7 307	8 791

(1) voir Note 4.7 et gestion des risques clients détaillée ci-dessous.

Détail des dépréciations sur créances clients (K€)	Dépr. 01/01/2014	Augm.	Reprises (1)	Dépr. 30/06/2014
Clients – Créances douteuses et litigieuses	1 515	178	563	1 128
Clients – Incertitudes de recouvrement	1 131	534	434	1 231
TOTAL	2 646	711	998	2 359

(1) Dont reprises non utilisées : 131 K€.

Note 6.7 Autres actifs courants = 1 491 K€

Les autres actifs courants s'analysent comme suit au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013:

En milliers d'euros	30 juin 2014	31 décembre 2013
Créances fiscales	651	669
Autres créances	323	3 323
Charges constatées d'avance	518	507
TOTAL	1 491	4 499

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires et notamment de factures de frais généraux non encore consommés à la clôture de l'exercice dont la répercussion sur le résultat est reportée sur la période ultérieure.

Note 6.8 Trésorerie = 29 051 K€

En milliers d'euros	30 juin 2014	31 décembre 2013
Valeurs mobilières de placement (1)	4 241	6 433
Disponibilités	24 811	20 273
TOTAL	29 051	26 706

(1) Au 30 juin 2014, ce poste est constitué de dépôts à terme et des intérêts afférents.

Note 6.9 Capitaux propres = 47 498 K€

Au 30 juin 2014, le capital de la société est constitué de 3 616 288 actions parmi lesquelles 3 913 actions bénéficient d'un droit de vote double représentant 0,22% des droits de vote pour 0,11 % du capital.

Un contrat de liquidité a été signé le 24 septembre 2012 avec Natixis. Il a pour objectif de favoriser la liquidité du titre. Afin de permettre à l'animateur de réaliser ces interventions, Leguide.com a versé la somme de 150 000 €. Au 30 juin 2014, 1 704 actions sont auto-détenues.

Les titres donnant accès au capital de la société consolidante sont les suivants :

	Bons de Souscription de Part de Créateur d'Entreprise (1)	Bons de Souscription de Parts de créateurs d'entreprise (1)	Bons de souscription de Part de créateurs d'entreprise (1)	Actions gratuites (1)	Actions gratuites (1)	Bons de souscription d'actions (3)	Bons de souscription d'actions (3)
Date AG	29/04/2008	29/05/2010	29/05/2010				
Départ des options	2009	2011	2012	2012	2012	2012	2013
Date d'échéance						30/03/2016	30/03/2017
Prix de souscription	14,37 €	23,86 €	13,26 €	na	na	28 €	28 €
Parité lors de l'exercice	1 act. pour 1	1 act. pour 1	1 act. pour 1	na	na	Variable, de 0 à 8 actions par bon	Variable, de 0 à 8 actions par bon
Quantité autorisée	117 500	32 750	57 250	35 086	8 000	11 400	8 950
Nbre d'actions pouvant être souscrites	117 500	32 750	57 250	Na	Na	91 200	71 600
Montant total attribué	117 500	32 750	57 250	35 086	8 000		
Actions restant à souscrire	334	3 250	18 492	2 500	4 000	91 200	71 600
% maximal de capital (droits financiers) (2)	0,01%	0,09%	0,49%	0,07%-	0,11%	2,40%	1,88%
Incidence sur les charges de personnel	-	-	(33)	(12)	(57)	-	-

(1) Plan salariés

(2) Les pourcentages s'entendent dans l'hypothèse d'une souscription intégrale de tous les bons et actions gratuites en circulation au 30 juin 2014.

(3) Les modalités d'exercice de ces bons sont fonction des résultats futurs.

Note 6.10 Provisions pour retraite = 41 K€

Seuls, les salariés de Leguide.com SA bénéficient d'une indemnité de départ selon le régime prévu par la législation française. Les principales hypothèses suivantes ont été retenues pour évaluer le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite selon la méthode rétrospective des unités de crédit projeté :

- Age de départ : 67 ans
- Taux de charges sociales : 45%
- Taux de rotation : 18%
- Taux d'actualisation: 3 %

Le montant de l'engagement au 30 juin 2014 est de 26 K€.

Par ailleurs, les salariés repris lors de l'acquisition de Ciao continuent à bénéficier du plan de pension de leur précédent employeur. Le montant de l'engagement au 30 juin 2014 est de 15 K€.

Note 6.11 Autres passifs non courants = 76 K€

Le poste « Autres passifs non courants » correspond aux passifs d'impôts différés :

En milliers d'euros	30 juin 2014	Dont part à plus d'un an	31 décembre 2013
Leguide.com	74	26	11
dooyoo GmbH	2	-	2
TOTAL	76	26	13

Note 6.12 Provisions = 243 K€

Le poste « Provisions » s'analyse comme suit au 30 juin 2014 :

En milliers d'euros	01/01/2014	Augmentation	Diminution	30/06/2014
Provisions pour litiges	66	148	22	193
Provisions pour charges				
- Provision pour locaux vacants (Shopping Guide) (2) (3)	65	-	15	50
TOTAL	131	148	(1) 37	243

(1) Dont reprises utilisées : 16 K€.

(2) Ce poste comprend le surcoût lié à la partie inutilisée des locaux occupés par la société Shopping Guide à Munich. La constitution de cette provision a été réalisée dans le cadre de l'allocation du prix d'achat de la branche d'activité. Elle est reprise sur la durée du bail restant à courir.

(3) Dont part non courante : 50 K€

Note 6.13 Autres dettes courantes = 8 591 K€

En milliers d'euros	30 juin 2014	31 décembre 2013
Dettes financières courantes	24	30
Fournisseurs et comptes rattachés	5 475	7 016
Autres passifs courants	3 092	5 716
<i>TOTAL</i>	<i>8 591</i>	<i>12 762</i>

L'ensemble du passif courant est à moins d'un an.

NOTE 7 : NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Note 7.1 Ventilation du Chiffre d'affaires = 21 228 K€**

En milliers d'euros	S1 2014	%	Année 2013	%	S1 2013	%
Chiffre d'affaires clics	19 940	94%	41 429	91%	21 982	90%
Chiffre d'affaires autres	1 288	6%	4 179	9%	2 400	10%
TOTAL	21 228	100%	45 608	100%	24 382	100%

Note 7.2 Produits annexes = 74 K€

Au 30 juin 2014, ils sont composés de :

En milliers d'euros	S1 2014	Année 2013	S1 2013
Subventions d'exploitation	-	-	-
Autres produits	74	229	141
TOTAL	74	229	141

Note 7.3 Autres charges des activités = (872) K€

Au 30 juin 2014, elles sont composées de :

En milliers d'euros	S1 2014	Année 2013	S1 2013
Dotations aux provisions et aux dépréciations nettes des reprises	176	122	113
Perte sur créances	(1 021)	(535)	(209)
Indemnités versées	-	(58)	(30)
Divers	(27)	(118)	(39)
TOTAL	(872)	(589)	(164)

Note 7.4 Autres produits des activités = 235 K€

Au 30 juin 2014, ils sont composés de :

En milliers d'euros	S1 2014	Année 2013	S1 2013
Crédit d'impôt recherche	119	210	92
Divers	116	41	17
TOTAL	235	251	109

Note 7.5 Résultat financier = 195 K€

Au 30 juin 2014, il est composé de :

En milliers d'euros	S1 2014	Année 2013	S1 2013
Gain / perte nette de change	-	(39)	(12)
Intérêts et charges sur emprunt	-	(9)	(6)
Produits nets sur cession de VMP	-	-	-
Produits de placement des comptes à terme	195	281	97
Produits financiers divers	-	8	14
TOTAL	195	241	93

Note 7.6 Impôt sur le résultat = 1 283 K€

Les principaux composants de l'impôt sur les bénéfices sont les suivants :

En milliers d'euros	S1 2014	S1 2013
Impôt exigible	1 055	2 856
Impôt différé	228	(206)
TOTAL	1 283	1 810

La preuve d'impôt de la période s'établit comme suit (en K€) :

<i>Charge d'impôt théorique</i>	<i>2 514 x 34,43% :</i>	866 K€
<i>Différences de taux d'imposition :</i>		(20) K€
<i>Différences définitives:</i>		(1) K€
<i>Différence sur IFRS 2</i>		35 K€
<i>Différences sur crédits d'impôt</i>		(58) K€
<i>Déficits non activés</i>		418 K€
<i>Autres</i>		43 K€
<i>Charge d'impôt effective:</i>		1 283 K€

Note 7.7 Résultat par action

En milliers d'euros	2014 6 mois	2013 12 mois	2013 6 mois
Résultat net part du groupe	1 230	3 318	3 488
Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers d'actions)	3 594	3 567	3 562
Résultat par action (€)	0,34	0,93	0,98

En milliers d'euros	2014 6 mois	2013 12 mois	2013 6 mois
Résultat net part du groupe	1 230	3 318	3 488
Nombre moyen pondéré d'action (en milliers d'actions)	3 594	3 567	3 562
Nombre moyen d'action retenu pour la détermination du résultat dilué par action (en milliers d'actions)	3 738	3 738	3 739
Résultat dilué par action (€)	0,34	0,90	0,94

NOTE 8 : AUTRES INFORMATIONS**Note 8.1 Charges de personnel**

Les charges de personnel 2014 comprennent notamment une charge de 115 K€ correspondant à la participation des salariés et une charge de 102 K€ en application de IFRS2 – *Païement fondé sur des actions*.

Note 8.2 Effectif moyen

L'effectif moyen du Groupe sur le premier semestre 2014 s'est élevé à 177 contre 201 personnes au 31 décembre 2013.

Note 8.3 Sûretés réelles consenties et engagements hors bilan**Engagements donnés et reçus**

En milliers d'euros	30/06/2014	31/12/2013
Engagements donnés	41	41
Avals, cautions, garanties	-	-
Autres engagements donnés		
- Fournisseurs	41	41
Engagements reçus	-	-
Avals, cautions, garanties	-	-
Effets escomptés non échus	-	-
Autres engagements donnés	-	-

Note 8.4 Rémunérations et avantages alloués aux membres des organes d'administration et de direction de la société mère

Rémunérations versées sur la période aux organes de direction : 184 396 €

Rémunérations versées sur la période aux organes d'administration : 30 000 €

Rémunérations à raison de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées : néant

Engagement en matière de pension et indemnités assimilées : néant

Note 8.5 Honoraires versés au commissaire aux comptes de la société mère

Honoraires d'audit légal inscrits au compte de résultat : 39 339 €

Honoraires de diligences directement liées : 0 €

Note 9 : FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

Aucun évènement significatif n'est survenu entre le 30 juin 2014 et la date d'établissement des présentes annexes.